



Le discours prononcé fait foi.

Ecopop crée des problèmes insolubles dans le secteur de la santé

Rita Ziegler, présidente de la direction de l'Hôpital universitaire de Zurich

La Suisse est en pleine mutation. Contrairement à nos parents et à nos grands-parents, nous vivons aujourd'hui dans une société où la pyramide des âges est la plus large vers l'âge de 50 ans, où l'espérance de vie des humains s'allonge continuellement et où les exigences en matière de soins deviennent toujours plus pointues. Cela signifie que les besoins en personnel qualifié vont continuer d'augmenter dans le secteur de la santé ces prochaines décennies.

Le rapport que Madame Wunsch vient de vous présenter le démontre clairement. D'après le scénario médian d'évolution économique et démographique, il nous manquerait au total 150'000 collaborateurs jusqu'en 2060 s'il n'était plus possible de recruter à l'étranger. Certes, l'initiative Ecopop n'interdit pas complètement l'engagement de personnel étranger. Les contingents sont cependant si faibles et rigides que cette pénurie ne pourrait plus être maîtrisée.

Je vais être on ne peut plus claire : une acceptation de l'initiative Ecopop provoquerait des dommages irrémediables dans le secteur de la santé en Suisse, aussi bien dans le domaine des soins médicaux que dans celui, toujours plus important, des soins infirmiers. Mais pas seulement : les échanges internationaux sont essentiels pour la médecine et le progrès médical. Si de nouveaux obstacles viennent s'ajouter à ceux apportés par l'initiative sur l'immigration de masse, il n'est pas difficile de prédire que nous ne pourrions plus garantir, d'ici une dizaine d'années, des soins de qualité aussi élevée en comparaison internationale.

Les initiants prétendent pouvoir éliminer sans problème cette pénurie en lançant des offensives de formation et en engageant d'autres mesures destinées à exploiter de manière optimale le potentiel existant dans notre pays. Il est vrai qu'une attention insuffisante était accordée il n'y a pas si longtemps à la promotion de la relève dans le secteur de la santé. Mais la situation a changé. L'Université de Zurich offre ainsi 60 places d'étude supplémentaires en médecine. Le nombre des autres places d'étude a également augmenté graduellement. L'Hôpital universitaire de Zurich offre aujourd'hui 480 places de formation.

Contrairement à d'autres branches, nous ne pouvons pas engager des personnes venant d'une autre filière professionnelle, en raison des exigences très spécifiques en matière de qualifications auxquelles les candidats doivent satisfaire pour la plupart des professions de la santé. Rares sont donc les médecins travaillant aujourd'hui dans un domaine non médical qui pourraient être amenés à retourner dans leur métier.

Pour les hôpitaux, cette situation pose déjà problème aujourd'hui. En Suisse, le taux de fluctuation dans le secteur de la santé est de 16 % en moyenne, sans compter les collaborateurs en formation continue. Il est totalement impossible de trouver cette main-d'œuvre supplémentaire parmi la population indigène, car le marché est asséché dans de nombreux domaines. Preuve en est la part de 32 % d'étrangers actifs dans le domaine de la santé. Au niveau suisse, la proportion d'étrangers est de 40 % parmi les médecins et de 33 % parmi les infirmiers et infirmières. Il n'est pas possible de recruter ce personnel en Suisse. Par conséquent, l'accès aux prestations médicales ne pourrait plus être garanti.

Pourtant, recruter à l'étranger est devenu plus difficile à la suite des récentes décisions politiques. L'incertitude qui plane sur la validité future de l'accord sur la libre circulation des personnes peut retenir certains candidats dans le doute à venir travailler chez nous. Si nous introduisons maintenant en plus un système de contingentement bureaucratique avec des quotas stricts, l'attrait de la Suisse continuera de diminuer. Or, il ne faut pas oublier que nous sommes loin d'être le seul pays occidental dont le système de santé est dépendant de la main-d'œuvre étrangère.

En bref, on peut retourner la question dans tous les sens : en cas d'acceptation de l'initiative Ecopop, le niveau actuel de l'offre sanitaire en Suisse ne pourrait pas être maintenu. Le secteur de la santé serait touché de manière vitale. C'est pourquoi nous vous recommandons de rejeter l'initiative, car ses conséquences pourraient vous concerner personnellement un jour.